

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

113-2 | 2006

Varia

Yannick (dir.) Marec, *Les Hôpitaux de Rouen du Moyen âge à nos jours. Dix siècles de protection sociale*

Sophie Reculin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/853>

DOI : 10.4000/abpo.853

ISBN : 978-2-7535-1502-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

Pagination : 193-196

ISBN : 978-2-7535-0331-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Sophie Reculin, « Yannick (dir.) Marec, *Les Hôpitaux de Rouen du Moyen âge à nos jours. Dix siècles de protection sociale* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 113-2 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2008, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/853> ; DOI : 10.4000/abpo.853

d'Aquin de Charles I^{er} à Robert I^{er} »). L'auteur édite en annexe le sermon de Frederico Franconi pour la fête de Thomas d'Aquin.

En définitive, au vu de la relative atonie intellectuelle que laissent affleurer les enquêtes présentée à l'occasion de ce colloque, Jacques Verger se demande si celle-ci n'a pas constitué somme toute l'une des causes déterminante de la faiblesse, voire de la faillite prochaine, des dynasties angevines aux XIII^e-XV^e siècles.

Bernard MERDRIGNAC

MAREC, Yannick (dir.), *Les Hôpitaux de Rouen du Moyen âge à nos jours. Dix siècles de protection sociale*, Paris, Éditions PTC, 2005, 178 p.

Cette monographie est un excellent outil pour les néophytes qui s'intéressent aux questions sanitaires et sociales. Ouvrage pratique, qui se veut donc au premier chef synthétique. Néanmoins, la synthèse n'exclut pas un travail bien documenté et illustré, basé sur des travaux universitaires ainsi que sur les archives municipales et départementales de Seine maritime. Son approche chronologique, privilégiant l'époque contemporaine, est toutefois scandée par des encadrés thématiques sur les apothicaires, les aliénés, les prostituées, et les épidémies. Les dernières pages contiennent, quant à elles, de riches annexes sur l'architecture hospitalière, ses dépendances, la formation du personnel, ainsi qu'une série de notices biographiques.

L'hôpital n'a pas toujours été un centre de soin doté des dernières technologies. Son histoire a plus d'un millénaire. À Rouen, c'est au X^e siècle que se forment les ordres hospitaliers. L'hébergement et le traitement des plus démunis se développent aux périodes de prospérité économique, dans les pays où les grandes religions se sont affirmées. Étape importante entre Paris et la Manche, située dans un grand méandre de la Seine, la ville de Rouen, possède un atout géographique majeur, permettant aux politiques parisiennes de s'imposer plus rapidement. Revers de la médaille, sa situation portuaire peut aussi se révéler néfaste en cas d'épidémie de peste. Pendant longtemps, les hôpitaux n'ont été que des centres d'accueil et d'hébergement à vocation religieuse. Après être longtemps resté en marge de la cité, l'Hôtel-dieu de Rouen s'installe à côté de la cathédrale à partir du XIII^e siècle. D'importantes donations font rapidement l'essentiel des revenus hospitaliers. Au début du XVI^e siècle, certains théologiens nominalistes, tels que John Major, plaident pour une prise en charge de l'assistance par l'État, au détriment de l'Église. En 1545, François I^{er} institue des conseils administratifs pour gérer le temporel des établissements hospitaliers, malgré les protestations ecclésiastiques. Le XVI^e siècle œuvre parallèlement à la création de Bureaux de pauvres en vue de centraliser les secours dans un établissement fixe. Mais ce n'est qu'à la fin du XVII^e siècle, à l'heure du « grand enfermement » que l'hôpital général de Rouen remplace le bureau des pauvres valides du XVI^e siècle. La sécularisation progressive de la seconde moitié du XVIII^e siècle permet le transfert de l'Hôtel-Dieu, du centre-ville vers la périphérie. Mais durant les deux derniers siècles de l'Ancien Régime, les hôpitaux rouennais sont incapables de faire face à l'augmentation de la population. Le concept de « bienfaisance » fait alors son entrée. À Rouen, l'Hôtel-Dieu, plus médicalisé, chargé du soin des malades, et l'Hôpital général situé dans les quartiers populaires, accueillant les enfants abandonnés et les vieillards indigents, se spécialisent len-

tement. Mais si ces deux établissements sont passés aux mains des laïcs, la présence des congrégations religieuses est restée considérable. Les crises de l'an III et de l'an IV dans la région rouennaise aggravent la situation des hôpitaux, surchargés par l'affluence des indigents des campagnes. La Révolution remet en question les formes « archaïques » de l'assistance des pauvres. En 1793, les biens hospitaliers sont vendus. Mais les lois révolutionnaires n'ont pas toujours été appliquées. Seules l'expulsion des sœurs et la communalisation des hospices – la municipalité les contrôlant désormais – ont eu des conséquences jusqu'à nos jours.

Le second chapitre se concentre sur la période qui s'étend de 1800 à 1880, durant laquelle les hospices civils deviennent la principale structure d'assistance dans la ville, en dépit de nombreux problèmes budgétaires. C'est l'ère des grandes œuvres philanthropiques inspirées de la charité chrétienne, excluant toute intervention de l'État en matière d'assistance sociale. Après la signature du concordat, on assiste à un véritable retour du religieux. La mère du consul et futur empereur devient en outre la protectrice des sœurs de la charité et des hospitalières en 1804. Alors que l'hospice général dessert désormais tout le département, ses effectifs ont diminué. Dans le même temps, la charité privée ne suffit plus à financer les hospices. Diverses mesures d'économie sont alors adoptées, telles que la fusion de différents postes de responsabilité, et le retour des sœurs en association libre. En 1811, un décret impérial instaure des « tours », sortes de « boîtes aux lettres » pivotantes recueillant les enfants exposés. Celui de l'hospice général de Rouen date de 1813; mais cette innovation technique qui permet l'anonymat, incite à l'abandon d'enfants. Ce n'est qu'en 1860, qu'un bureau ouvert obligeant les mères à déclarer leur identité, voit le jour. Ces dépôts étaient perçus comme une solution plus humaine et moins coûteuse que les allocations de secours. Rappelons néanmoins que Rouen est l'une des dernières villes à conserver un « tour », qui n'a cessé de fonctionner qu'en 1862. Le milieu du XIX^e siècle est pourtant empreint d'un immobilisme hospitalier général. Même si les responsables tentent vainement de réfléchir sur les moyens d'améliorer la question sociale, l'hôpital est toujours réservé aux milieux populaires. Sous le second empire, les hospices civils cèdent une grande partie de leurs biens immobiliers pour acheter des rentes d'État et se procurer des revenus réguliers. Cette période est toutefois positive pour les lois sociales et la mutualité. On peut citer l'arrêté préfectoral de 1858, qui octroie aux filles-mères et aux mères pauvres des aides sociales. Mais la guerre de 1870 aggrave le problème financier des hôpitaux. En effet, l'autorité militaire réquisitionne des lits pour ses soldats, mais ne rembourse pas entièrement les journées. De son côté, une société de bienfaisance et de secours distribue à la sortie des hôpitaux des bons de nourriture. Toutefois, le manque de coordination des œuvres charitables privées et l'éclatement de l'assistance hospitalière préoccupent les autorités. Enfin, les premières vraies mesures d'hygiène, n'apparaissent qu'au début de la III^e République, pour endiguer la propagation de certaines épidémies, tel que choléra.

C'est vers les années 1886-1914, qu'un système spécifiquement rouennais apparaît. Ce système consiste à stabiliser le nombre de journées d'hospitalisation, en vue d'éviter la construction d'un nouvel hôpital. En effet, le recours à l'hospitalisation doit rester exceptionnel pour des raisons évidentes d'économie, mais également pour préserver les liens familiaux à domicile. Au début des années 1880, l'assistance publique devient un enjeu important pour les élites républicaines. Le développement du secours à domicile favorise l'amélioration de la couverture médicale. C'est aussi l'âge d'or de l'art chirurgical qui entraîne une spécialisation des locaux. Spécialisation qui permet notamment la réalisa-

tion d'opérations coûteuses touchant une nouvelle clientèle de malades payants. En 1893, une loi instaure l'assistance médicale gratuite, mais ce n'est qu'avec les lois d'avril 1898 sur les accidents du travail et la mutualité, que les remboursements deviennent plus importants. Cependant, les efforts de modernisation sont encore lacunaires. Les principales dépenses hospitalières de Rouen concernent la nourriture plus que le matériel, et en 1876, on ne compte qu'un médecin pour 72 malades. En 1884, les sœurs sont accusées de prosélytisme. Néanmoins, à l'heure des grandes polémiques sur la laïcité, Rouen se dote d'une école d'infirmières en 1900, qui compte encore parmi ses élèves de nombreuses sœurs, qui ne quitteront définitivement les hospices que dans les années 1970. L'application de nouvelles lois sociales, notamment en 1905, sur l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables, bouleverse la gestion des institutions. Les subventions communales tombent et entraînent une baisse drastique des dépenses facultatives hospitalières. Néanmoins, en décembre 1899, une circulaire ministérielle accorde une attention particulière à l'avis des médecins et chirurgiens lors des aménagements de locaux hospitaliers. L'organisation rouennaise est progressivement reconnue comme un modèle à suivre et sa politique de modernisation engagée à la fin du ^{xix}^e siècle se poursuit au début du ^{xx}^e siècle. L'hôpital devient le lieu d'expérimentation des nouvelles techniques. L'une des figures les plus importantes de ce siècle est sans doute celle de Charles Nicolle (1866-1936), nommé en 1900 médecin-chef de l'hospice général. Chercheur intransigeant, il lutte notamment contre les maladies vénériennes. Cependant, il n'a pas complètement réussi à imposer ses idées novatrices. Quelques mois avant la première guerre mondiale, une refonte totale des locaux anciens et inadaptés est préconisée. En effet, les rapports indiquent les problèmes d'air froid pénétrant dans les salles, le manque d'espace entre les lits, etc. Une autre question reste en suspens, liée à la fonction d'accueil qui prévaut dans les hôpitaux : l'absence de rémunération des médecins. En effet, ce n'est qu'en 1913 que les praticiens hospitaliers perçoivent des indemnités pour leurs interventions. Finalement, la trop lente modernisation des hospices a contribué à l'essoufflement du système rouennais. Le principe d'un recours exceptionnel à l'hospitalisation semble avoir largement entravé la fonction thérapeutique de l'hôpital, malgré des effets bénéfiques pour la couverture médico-sociale.

Durant la première guerre mondiale, le port de Rouen est au premier rang des ports français. Il devient le principal centre de ravitaillement de Paris et de l'armée, ce qui contribue à accroître la médicalisation de ces établissements. Son délabrement fait l'objet, en 1927, d'un rapport de l'inspecteur général Gravereaux. Pourtant, les projets de réforme n'ont pas manqué. Les premières lois sur les assurances sociales apparaissent entre 1928 à 1930. Mais tous les progrès effectués pour la réorganisation des hôpitaux durant les années 1930 sont brusquement freinés par la Seconde Guerre mondiale. Une grande partie du personnel hospitalier et administratif gagne alors les routes de l'exode, tandis que l'occupant prend possession des lieux. Le 21 décembre 1941, une loi ouvre enfin les portes de l'hôpital à toute la population, ne se cloisonnant plus aux seuls indigents. Cependant, en raison de sa situation de passage obligé pour les troupes qui désirent franchir la Seine entre Le Havre et Paris, Rouen a souffert de la violence des bombardements en 1944. Malgré les pertes occasionnées par l'ennemi, les Américains ont laissé de nombreux médicaments, appareils de radiologie, etc. Au terme du conflit, le centre hospitalier régional remplace les anciens hospices civils du Directoire.

C'est dans l'immédiate après guerre que la sécurité sociale est mise en place. L'hôpital veut se construire une nouvelle image. Le 1^{er} janvier 1960, l'hospice

général devient l'hôpital Charles Nicolle, tandis que l'Hôtel-Dieu se transforme en préfecture de région. Enfin, au cours des années 1990, les locaux sont réaménagés afin d'humaniser l'hôpital. En 1998, la faculté de médecine et de pharmacie s'installe en face de l'hôpital Charles Nicolle. Aujourd'hui, le CHU est l'un des premiers employeurs de la région, et se situe au huitième rang des CHU français. Il est coordonné à d'autres établissements régionaux et étrangers, notamment en Afrique francophone. Cependant, certaines questions liées au budget ou aux mauvaises conditions de travail (manque d'effectifs) restent préoccupantes. Une nouvelle réforme : « hôpital 2007 », a été lancée en 2002, ayant pour objectif de conduire à une organisation en pôles d'activités placés sous la direction d'un médecin. Finalement, les amoureux du passé qui se lanceront à la recherche des anciens bâtiments des hospices rouennais seront quelque peu déçus, car les seules traces qui subsistent de nos jours sont la chapelle et les bâtiments de la rue de Germont de l'hôpital Charles Nicolle.

Sophie REULIN

CONTAMINE, Philippe, *Pages d'histoire militaire médiévale (XIV^e-XV^e siècles)*, Paris, Diffusion De Boccard, coll. « Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres », 2005, 343 p.

Pages d'histoire militaire médiévale, contrairement à ce que son titre laisserait penser, n'est pas un recueil de sources, ni une énumération de faits militaires. En vérité, Philippe Contamine fournit ici un travail de compilation de ses réflexions autour de la conception de la guerre et sa situation dans un cadre sociologique à l'époque de la Guerre de Cent Ans et du début des guerres d'Italie. C'est pour lui l'occasion d'affirmer que la réflexion autour de la guerre médiévale ne doit pas se réduire aux champs de batailles, mais que la guerre touche et fait évoluer la société qui la fait ou la subit : « Au Moyen Âge davantage sans doute qu'à d'autres périodes, encore qu'on puisse en discuter, la guerre était plus que la guerre : non pas seulement une manifestation politique de la puissance et de la présence des États ou des pouvoirs, quelle que soit leur forme, désireux d'étendre par la force leur domination ou contraints de se défendre, mais une activité "englobante", qui concernait à la limite l'ensemble du corps social, dans la réalité matérielle de son fonctionnement comme dans son imaginaire. L'organisation des différentes composantes de la société résultait dans une large mesure de leur place et de leur rôle dans les activités guerrières » (p. 111). Pour cela, il s'appuie sur diverses situations (le siège d'Orléans en 1429, l'armement des habitants de Troyes...) et divers témoignages d'intellectuels de l'époque (Jean Froissart, Honoré Bouvet, Philippe de Mézières). Ce recueil d'articles peut ainsi s'articuler autour de trois thématiques.

Il s'ouvre (p. 3-33) par une vue globale sur l'historiographie de la guerre et des armes. Cette partie introductive, qui regroupe deux articles (« La guerre et l'occident chrétien », *Revue des sciences morales et politiques*, 1993, p. 265-279 ; « C'est un très périlleux héritage que guerre », *XX^e siècle*, 1984, p. 5-15) et un texte inédit (« L'art de la guerre dans l'Europe médiévale ») donne tout de suite le ton de ce recueil. Même si les questions posées par la thématique de la guerre à la fin du Moyen Âge semblent avoir très peu évolué depuis les années 1980, les façons d'y répondre ont quelque peu changé, et le fait d'avoir repris trois articles écrits à vingt ans d'intervalle ne fait que confirmer ce fait. Cette partie permet